LA FRANCE EN COMMUN



Des candidats pour le progrès social, écologique et démocratique

Madame, Monsieur, -

Lors du deuxième tour des élections présidentielles nous avons été des millions à être privés d'un vrai choix. Nous avons contribué à battre Marine Le Pen, nous avons œuvré avec clarté à cette défaite car le projet du F.N. constitue une menace pour la République et son unité.

Les 11 et 18 juin, un vrai choix s'offre à vous. Vous pouvez changer les choses en élisant des députés de terrain, qui agissent au niveau local et qui voteront les lois dont vous avez besoin.

C'est le sens de ma candidature! Je suis une militante, qui met en acte, sur le terrain ses convictions et ses valeurs.

Notre circonscription a besoin de services publics permettant à chacun d'accéder à l'éducation, à des soins de qualité, à des transports en commun efficaces...

C'est pourquoi localement :

- j'ai défendu à Bourgoin-Jallieu le service public postal, le maintien de la maison des Syndicats, à Charvieu le centre social agréé par la CAF à la MJC Maison Pour Tous, à Pont de Chéruy le maintien du centre d'information et d'orientation (CIO), le projet de liaison « tram » entre Crémieu et Lyon Part-Dieu.
- j'ai activement participé au collectif « eau bien commun » qui a gagné le retour de l'eau et l'assainissement sur la CAPI en régie publique, ce qui entraîne une baisse des tarifs et une plus grande maîtrise environnementale.

Notre circonscription a besoin d'élus qui vous défendent et non d'élus qui prônent la haine, la division.

Trédérique ténousire

Les élections législatives sont le 3º tour de la présidentielle. Nous pouvons donner une suite au grand espoir qui s'est traduit au premier tour des présidentielles par le vote pour Jean-Luc Mélenchon, en élisant un grand nombre de députés communistes à l'assemblée nationale. Des députés qui s'opposeront aux choix libéraux d'E. Macron qui a déjà annoncé sa volonté de faire reculer les droits des salariés-es. En effet, Emmanuel Macron tente de faire oublier qu'il a déjà gouverné comme ministre de l'économie, a commencé le démantèlement du code du travail, et envisage de continuer à le modifier par ordonnance, durant l'été. A l'assemblée, je voterai pour l'abrogation de la loi travail et œuvrerai au rassemblement de toutes les forces de gauche pour proposer une autre politique.

Mes axes d'action:

Prendre le pouvoir sur la finance, notamment :

- En s'attaquant à la fraude fiscale. Chaque année entre 60 et 100 milliards d'euros échappent au budget de la France.
- en créant un pôle financier public pour les entreprises

Combattre la politique d'austérité imposé par l'union européenne et agir pour l'Europe des peuples :

 En abandonnant les négociations TAFTA, CETA et TISA: traités de libre échange qui auront des conséquences sur notre modèle de société, sur notre environnement. Ils sont négociés dans la plus grande opacité et dans le dos des citoyens.

Promouvoir une conception sociale et progressiste de l'écologie :

- En produisant autrement. Un millions d'emploi peuvent être créés dans les filières d'avenir
- En maitrisant les politiques publiques de l'eau et de l'énergie
- En favorisant les circuits courts agricoles et en instaurant des prix rémunérateurs aux agriculteurs

Relancer l'industrie de notre pays, investir pour l'emploi :

- En mettant les banques au service de l'industrie par un investissement massif dans la recherche & développement, la formation et l'emploi
- En abrogeant la loi travail et en adoptant une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation permettant à chaque salarié-e d'alterner des périodes de d'emploi et de formation sans perte de revenu

Redonner à tous les services publics les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer leur mission :

 Education, santé, sécurité sociale et perte d'autonomie, transport...les services publics permettent de lutter contre les inégalités.

Ces axes de travail ne sont pas exhaustifs, je m'appuierais également sur le bilan des députés communistes-Front de gauche, qui ont été de toutes les luttes sociales et ont porté de nombreuses propositions novatrices, par exemple celle relative **au droit de préemption** des salariés lorsqu'une entreprise ferme, et que ses salariés veulent la reprendre en imposant aux banques de financer leurs propositions alternatives. Le groupe socialiste comme la droite a refusé de voter ce projet de loi qui aurait été **un point d'appui pour les salariés, notamment dans notre région pour ceux d'ECOPLA.**



PCF Bourgoin-Jallieu



pcf.bourgoinjallieu@gmail.com

